

# Bilan Social 2016

SYNTHÈSE



**cospe**  
ONLUS  
TOGETHER FOR CHANGE

## Mission

COSPE travaille pour le dialogue entre les personnes et les peuples, pour le développement équitable et durable, pour les droits humains à fin de favoriser la paix et la justice entre les peuples.

## Vision

COSPE travaille pour la construction d'un monde où la diversité soit considérée une valeur, un monde avec beaucoup de voix, où à travers le rencontre il y a un enrichissement et une contamination, où la justice sociale passe avant tout par une attribution à toutes et tous d'une égalité des droits et des opportunités.

## Les valeurs

**autonomie** **démocratie** et **participation**  
**planification** et **efficacité** **diversité**  
**équité** et **transparence** **solidarité**  
**efficacité** et **qualité de l'action**

# Comment nous travaillons



# Nos parties prenantes

78.200

**BÉNÉFICIAIRES**



Qualité de l'intervention,  
collaboration, continuité

350

**PARTENAIRES**



Collaboration,  
participation, partage

21

**BAILLEURS DE FONDS**



Qualité, collaboration,  
transparence

303

**COLLABORATEURS**

32 employés

27 femme | 5 homme

189 collaborateurs  
à l'étranger

25 expatriés | 164 locaux

13 volontaires  
en service civil

9 femme | 4 homme

69 collaborateurs

34 femme | 35 homme  
16 de projet | 53 occasionnel

17

**ENTREPRISES**



Collaboration,  
responsabilité sociale

133

**COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE**



Engagement, partenariat,  
communication ouverte

92

**ETUDIANT(E)S**



Formation,  
professionnalité



# Les trois défis du changement

Changement climatique, augmentation des inégalités sociales et économiques, augmentation des migrations forcées, croissance de l'incitation à la haine et des discriminations, violences systématiques, droits humains, aggravation des conditions des femmes, crise du modèle démocratique et diffusion généralisée des conflits : ce sont ces fronts de crise de la scène mondiale sur lesquels nous

sommes aujourd'hui appelés à intervenir comme association, comme société civile, et comme citoyens.

A travers les années nous avons beaucoup grandi en termes de compétences, relations et connaissances, travaillant dans tellement de pays du monde aux côtés des communautés locales, des associations de femmes, paysans, migrants, d'or-

ganisations impliquées dans la défense des droits : et maintenant encore nous avons l'opportunité unique d'être là à leurs côtés, dans les milliers de lieux où les contradictions sont les plus âpres et où le changement prend forme. Pour apporter notre contribution, en faisant partie d'un grand mouvement qui grandit autour de nous, sur trois grands défis que nous considérons prioritaires.

## Les droits fondamentaux au centre

Enfin, la Banque Mondiale a également choisi de ne plus utiliser l'expression "Pays en voie de développement" pour parler des aires géographiques dans le monde, chacune ayant ses propres déséquilibres. COSPE avait déjà abandonné cette expression il y a longtemps, non seulement car cette distinction est anachronique et stigmatisante, mais aussi parce que nous considérons que le monde est indivisible et que le progrès se mesure selon

le niveau de jouissance des droits fondamentaux des populations. Les droits individuels et collectifs sont mis au centre des actions de coopération de COSPE, car nous avons conscience que chaque initiative doit non seulement être durable et améliorer la qualité de vie des personnes, mais qu'elle doit également contribuer et garantir la pleine jouissance des droits fondamentaux pour produire un changement durable.



## Conversion écologique et transition

L'entrelacement entre le changement climatique et l'augmentation des inégalités met à risque la stabilité des écosystèmes et l'accès aux droits humains. Notre réponse à ce défi global est la transition vers une conversion écologique et sociale de l'économie et des modes de vie, des relations entre genres et avec la nature, centrée sur les réseaux d'économie solidaire.

C'est un parcours qui commence pour nous avec la **lutte contre le changement climatique et la défense des droits de la terre et de l'eau**. Nous sommes engagés pour **restituer à la terre sa centralité** et pour **transformer les villes en communautés inclusives et durables**, pour le développement de l'économie locale attentive aux valeurs sociales et environnementales.



## Egalité de genre et démocratie

Puisque notre planète devient véritablement une maison commune, il faut un renouvellement profond dans un sens démocratique et participatif des formes de gouvernement et de gestion du pouvoir: un renouvellement qui pour nous doit mettre les droits des femmes au centre. L'implication aux côtés des femmes, qui au à COSPE des racines profondes, devient ainsi un avec l'objectif de redistribuer

le pouvoir dans un sens démocratique. Nos priorités dans ce domaine sont : **le développement de la citoyenneté active et des pratiques participatives** dans une optique de genre, inclusive et plurielle ; **les droits et l'empowerment des femmes** avec une attention particulière aux violences de genre et au renforcement des rôles publics, la promotion des parcours d'autonomie économique.



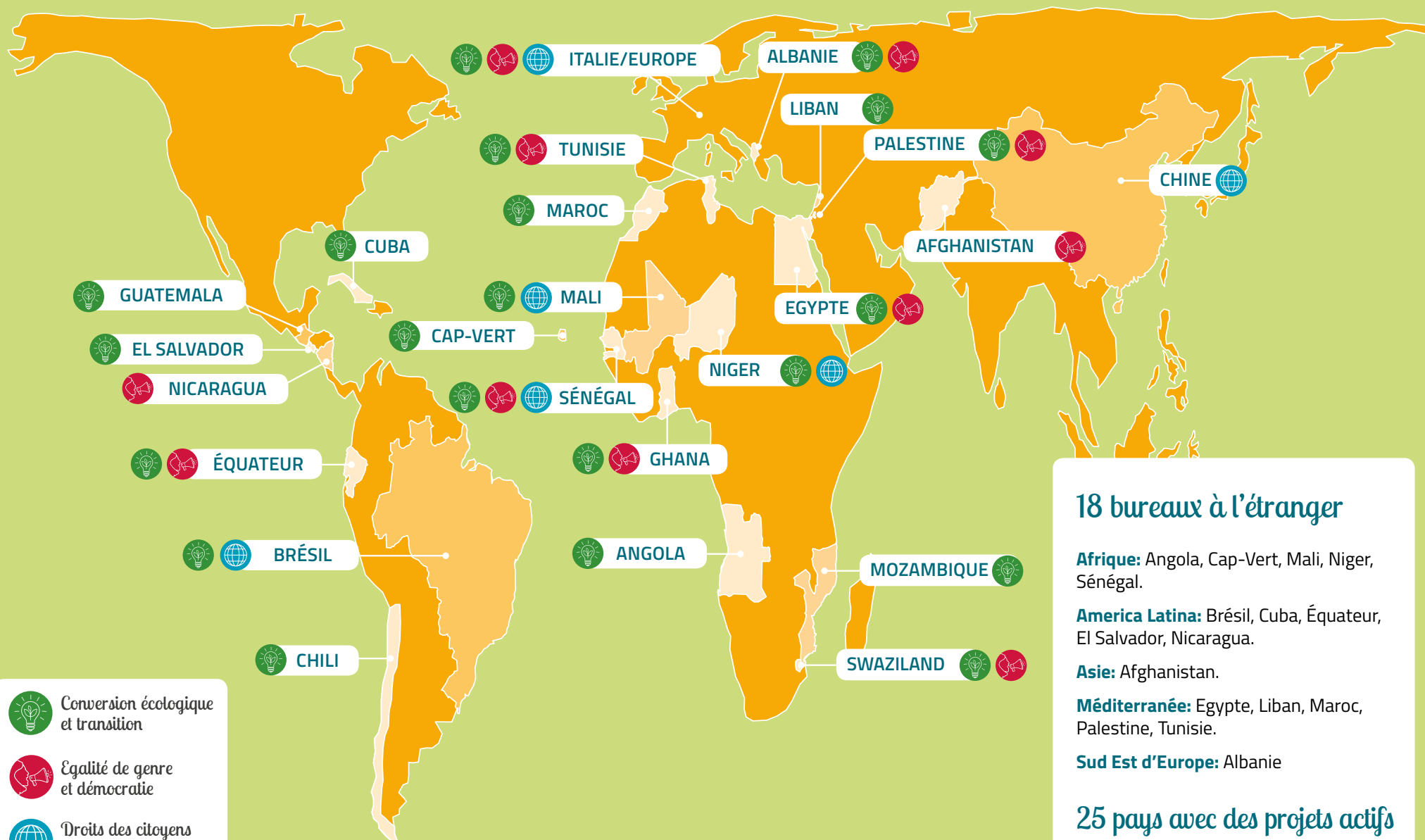
## Droits des citoyens et société plurielle

Nous vivons et vivrons toujours plus dans une **monde de migrations volontaires et forcées** qui mettent à risque le maintien des **droits de la citoyenneté**, l'intégrité des personnes qui par milliers se mettent en route et notre capacité de voir en l'autre non une menace mais une opportunité de rencontre et de croissance mutuelle. La réponse à ce défi global est pour nous celle de **globaliser les droits**, élargir les espaces de liberté

des réfugiés, déplacés, demandeurs d'asile, minorités ethniques, migrants, et toutes les victimes de discriminations multiples, **en liant interventions systématiques dans les pays et zones d'origine, de transit, et d'accueil**.

L'objectif est de maintenir comme horizon ultime la **construction d'une société ouverte, inclusive, interculturelle**, capable de faire de la diversité une sa propre richesse.

# Où sommes-nous



## 18 bureaux à l'étranger

**Afrique:** Angola, Cap-Vert, Mali, Niger, Sénégal.

**America Latine:** Brésil, Cuba, Équateur, El Salvador, Nicaragua.

**Asie:** Afghanistan.

**Méditerranée:** Egypte, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie.

**Sud Est d'Europe:** Albanie

25 pays avec des projets actifs

-  Conversion écologique et transition
-  Égalité de genre et démocratie
-  Droits des citoyens et société plurielle

# Conversion écologique et transition





## EQUATEUR CACAO CORRECTO

### *Renforcement des filières du cacao et du café pour la souveraineté alimentaire en Equateur*

Nous sommes impliqués dans 5 provinces du nord de l'Equateur avec une population bénéficiaire de 3 000 familles. Ici le chemin vers la souveraineté alimentaire passe par l'amélioration des filières de haute qualité dans lesquels prévaut la production à petite échelle. Les filières sont liées au territoire par tradition culturelle, facteurs climatiques et environnementaux, insérés dans des systèmes agroforestiers d'une riche biodiversité, et répondent aux demandes du marché biologique. L'intervention adopte une approche intégrée qui inclut : agro-écologie, valorisation de la biodiversité, gestion participative, économie sociale et solidaire, égalité de genre.



## EUROPE SSEDAS

### *Economie sociale et solidaire comme approche du développement pour la durabilité pour l'Année européenne du développement (EYD 2015) et au-delà.*

L'Economie sociale et solidaire (ESS) est une réalité concrète : dans le monde entier 100 millions de personnes travaillent dans des coopératives. En Europe, environ deux millions d'organisations de l'ESS représentent près de 10% des entreprises européennes et emploient 11 millions de personnes (équivalent

à 6% de la population active dans l'Union européenne). Dans les dernières années, les personnes démontrent de plus en plus qu'il existe des alternatives qui contribuent à maintenir un mode de vie durable et basé sur la solidarité. L'objectif principal du projet est d'augmenter les compétences du réseau de développement et d'Economie sociale et solidaire et en particulier autour du rôle que peut jouer l'ESS dans la lutte globale contre la pauvreté et dans la promotion d'un mode de vie durable. Le projet a produit une carte interactive avec plus de 1 300 pratiques européennes d'économie sociale et solidaire et une recherche « Economie transformative : opportunités et défis de l'économie sociale et solidaire dans 55 territoires en Europe et dans le monde » conduite dans 32 pays en Europe et dans le monde.

## LIBAN

### LEBANON MOUNTAIN TRAIL

### *Conservation et développement des opportunités économiques des sentiers de montagne*

Le processus rapide de développement des infrastructures entrepris au Liban depuis la fin de la guerre civile (1990) a souvent mis de côté la nécessité de préserver la richesse naturelle et environnementale du territoire national. Le Lebanon Mountain Trail (LMT), un long sentier de randonnée en montagne, a perdu près de 100 km dans les 8 dernières années à



cause de l'édification non-maîtrisée de bâtiments. Au-delà du fait que cela affecte les conditions de vie des populations locales, la mauvaise gestion a sérieusement détérioré la beauté du paysage le long du chemin, rendant prioritaires les mesures correctives et de reconversion des sections endommagées.

Le projet travaille aux côtés des communautés, organisations et autorités locales pour revaloriser le patrimoine naturel, paysager et culturel local et promouvoir un tourisme rural durable capable de fournir de nouvelles opportunités de croissance économique pour la population.

## MALI, SÉNÉGAL ET NIGER

### TERRE ET PAIX

### *Soutien à l'emploi des jeunes et à l'accès à la terre comme prévention de conflits au Sénégal, Niger, et Mali.*

Dans une zone comme le Sahel (bande de territoire en Afrique sub-saharienne) vulnérable sur des fronts divers, que ce soit social, politique ou environnemental, il est devenu es-

sentiel de se mettre en contact avec les jeunes des zones rurales et périphériques, car leur faible implication dans la politique donne lieu à des frustrations. L'objectif de notre action est donc de contribuer à la cohésion sociale et à la prévention des crises dans les aires d'intervention à travers l'intégration professionnelle des jeunes marginalisés dans les zones rurales, en plus de promouvoir leur accès à la terre et à l'agro-écologie, comme stratégie de prévention des conflits et de stabilisation de la paix.



**ALBANIE**

PAI - Politiques environnementales innovantes au long de et autour de Via Dinarica : identification des parcours éco-durables

AGRO FAMILY - Alliance pour le développement et la valorisation de l'agriculture familiale dans le nord de l'Albanie

**ANGOLA**

PIPDEFA - Programme intégré de protection et développement des forêts angolaises

**ANGOLA, BRÉSIL, MOZAMBIQUE**

G.LO.B - Gouvernance local pour la biodiversité

**CAP-VERT**

FATA - Feu, Eau, Terre, Air : projet d'écotourisme sur l'île de Fogo

**CHILI**

VIÑA DEL MAR SEGURA - Développement du territoire avec l'approche de la gestion des risques

**CUBA**

SOS PESCA - Durabilité des activités de pêche dans une zone clé du bassin des Caraïbes e amélioration de la qualité de vie des communautés de pêcheurs

VIA LACTEA - Renforcement de la filière du lait dans quatre provinces

**EGYPTE**

BRAVO - Création d'opportunités d'emploi dans les communautés rurales

THINK IN GREEN - environnement, déchets, droits dans la banlieue du Caire

**EGYPTE, MAROC, TUNISIE**

NET-WORK MED - Réseau méditerranéen pour les opportunités d'emploi

**EL SALVADOR**

DESECHOS - Installation et mise en œuvre de systèmes de gestion et de traitement des déchets solides dans la commune de Nueva Concepción, avec transfert de nouvelles technologies

**GHANA**

WATER CITIZENS - Promotion des processus de participation et services hydriques et d'hygiène efficaces

**GUATEMALA**

JOVENES Y TRABAJO - Programme de génération d'emploi et formations professionnels pour jeunes

**ITALIE**

PERCORSI DI AGRICOLTURA BIOLOGICA E BIODINAMICA - développement de l'agriculture biologique et biodynamique

FATTI DI CIBO - Parlez de la production, de la consommation alimentaire responsable et durable et du théâtre!

E(C)CO ROVIGO - Cartes faites par les jeunes et pour les jeunes

I.TA.CA - Migrants et voyageurs

**MAROC**

RER PER...Parcours d'insertion sociale et professionnelle pour jeunes en situation de vulnérabilité

**MOZAMBIQUE**

GoBA - Développement rural durable pour les populations vulnérables de la communauté de Goba

**NIGER**

TERRA E PACE - on participative et durable du territoire dans la région de Tahoua

**PALESTINE**

JOINT COUNCIL - Améliorer la participation des jeunes femmes et hommes à travers le renforcement des partenariats entre société civile et les institutions locales dans les territoires palestiniens occupés

PALESTINA PASS - Pour une Alimentation Sûre et Solidaire en Palestine

**SÉNÉGAL**

PANA-C - Projet d'amélioration de la nutrition et l'alimentation en Casamance

**SWAZILAND**

PRO-SWAZI - Promotion des communautés rurales

**URGENCE** - Réponse à l'urgence de la sécheresse dans les zones nord et sud de la région du Lubombo

CIBO - Réduction de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle dans la région du Lubombo

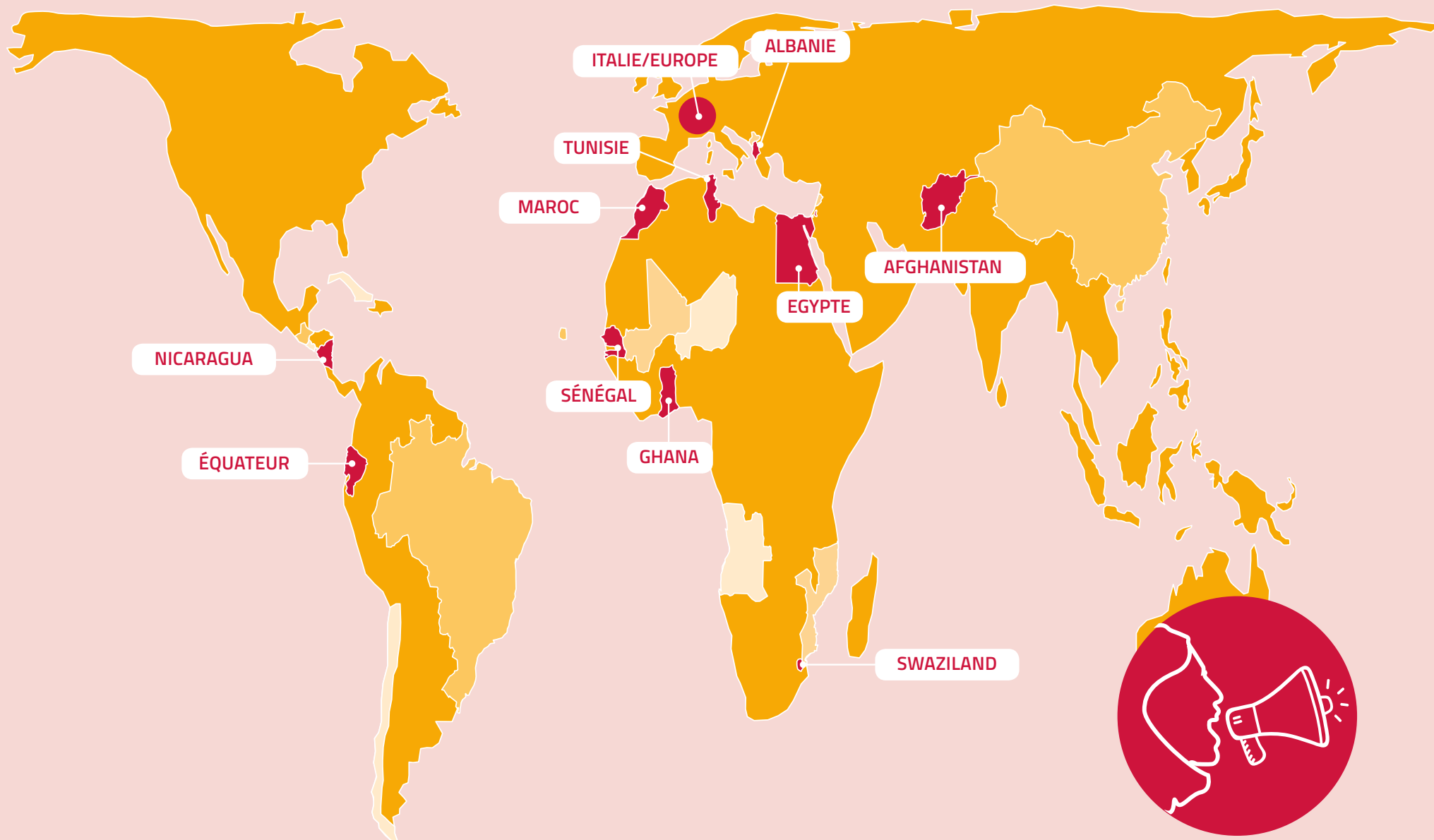
**TUNISIE**

PRODUZIONI ARTIGIANALI - Valorisation des productions artisanales de la région du Kasserine

IESS - Initiative de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire

FAD - Renforcement de la filière de la pêche en eau douce

# Egalité de genre et démocratie



## AFGHANISTAN

## VITE PREZIOSE

*Projet intégré pour la restitution de la dignité aux femmes afghanes*

L'Afghanistan est considéré comme le pays le plus dangereux au monde pour les femmes. Dès l'enfance les femmes sont discriminées dans tous les milieux sociaux principaux : accès à la santé, à l'éducation, à la justice, aux opportunités économiques, à la représentation politique. A ceci s'ajoutent les drames de violences physiques, psychologiques et sexuelles. Maltraiter et tuer une femme reste un crime impuni, même en présence de lois qui condamnent ces actes formellement. Le projet « Vite preziose » permet de soutenir les activités de la Maison Protégée et du Centre Femmes, deux structures que l'association gère à Kaboul, ainsi qu'un Centre Femmes de Herat qui offre une protection et un soutien physique, psychologique et légal pour les femmes afghanes se trouvant en danger de mort, ainsi qu'une formation adéquate pour donner aux femmes des instruments leur permettant de devenir protagonistes de leurs propres vies.



## EQUATEUR

## MANCOMUNIDAD DE TODOS

*Renforcement de la gestion et planification de la finance publique des gouvernements autonomes décentralisés, membres de la Mancomunidad du nord de l'Equateur, par le biais de processus de participation et l'approche GPR*

Lancé en 2014, le projet vise à renforcer l'autonomie territoriale des provinces du nord du pays (un

territoire très diversifié allant de la côte, aux Andes, à l'Amazonie) et promouvoir la décentralisation et la démocratisation du gouvernement. COSPE et la Province Autonome de Bolzano ont soutenu le processus en cours, pour contribuer à la construction d'une société plus égalitaire, ouverte et démocratique, en pariant sur la construction d'un système de gestion participatif.

Un tel système implique d'identifier et faciliter l'articulation des Plans Nationaux avec les plans provinciaux de développement territorial, tout comme celles des plans locaux avec les plans opérationnels de chaque Département des provinces, et celle des plans opérationnels des Départements avec les plans de travail de chaque fonctionnaire. Avec ce système le citoyen est en mesure d'interagir directement avec l'administration publique, car il en connaît les objectifs, les processus, les choix et les résultats.

## EGYPTE

## ACCES TO JUSTICE

*Renforcement de la sensibilisation sur les droits des femmes*

Même si l'Egypte a ratifié depuis longtemps les principales conventions internationales sur les droits des femmes, la situation a considérablement empiré ces dernières années et les discriminations entre femmes et hommes restent encore trop importantes en matière d'alphabétisation et de scolarisation, de chômage et de santé. Le projet « Access to Justice » est mis en œuvre à travers notre partenaire local Cewla (Center For Egyptian Women's Legal Assistance) pour l'amélioration de l'accès aux droits des groupes vulnérables, à savoir les



femmes victimes de violences qui vivent en zones marginalisées de l'Egypte (Gizeh, Gouvernorat de El-Gharbi, Gouvernorat de Fayoum). Le but est de donner à ces femmes une meilleure conscience de leurs droits comme citoyennes et comme individus, comme condition nécessaire pour le parcours d'émancipation de la société.

## EUROPE

## PARTICIPATION MATTERS

*Promouvoir l'emploi civique et politique des citoyens « mobiles » de l'UE*

Dans les dernières années, la présence en Italie de citoyens provenant d'autres états de l'Union européenne a beaucoup augmentée, dont le nombre atteint aujourd'hui presque un million et demi de personnes. Bien que ces flux donnent lieu à une augmentation significative des citoyens européens pouvant voter aux élections administratives européennes, le pourcentage de votants est dans les faits très bas. De même, le numéro de personnes qui se présentent comme candidats pour les élections communales, ainsi que l'implication directe des citoyens européens mobiles dans la vie des partis politiques sont très limités.

L'objectif du projet est de favoriser l'inclusion, la participation à la vie civique et au vote des citoyens européens en Italie, d'améliorer leurs connaissances et les sensibiliser sur les droits politiques dérivés de la citoyenneté européenne. Dans le cadre du projet, plusieurs conférences ont été organisées et un guide aux élections pour citoyens communautaires a été réalisé (en italien, roumain, polonais et anglais).



## SWAZILAND

### WOMEN IN NETWORK

En 2015 le projet Win a donné naissance à un réseau d'associations féminines, qu'il soutient de manière à ce que le réseau soit reconnu au niveau national. Le réseau est composé de 17 coalitions qui représentent autant de communautés composées d'environ 20 femmes chacune. Les coalitions ont le devoir d'identifier les questions pertinentes pour chaque communauté sur laquelle intervenir dans l'optique d'améliorer la qualité de vie, et de les porter à l'attention des institutions, de la société civile, et de l'opinion publique, ainsi que de promouvoir à l'intérieur de ces communautés les droits des femmes et les droits humains.

Cette première cartographie a été systématisée dans l'AGENDA : un instrument de travail dans lequel, au-delà des besoins et nécessités des communautés, les coalitions proposent également des solutions et possibles rôles des acteurs formels et informels du territoire. L'AGENDA a été rédigé par un comité de 34 femmes élues parmi les 17 coalitions, puis approuvées à l'intérieur du réseau. Les femmes se sont concentrées sur onze secteurs pertinents : santé, prévention du HIV/SIDA, l'eau, la sécurité, la violence contre les femmes, la participation, l'égalité et la prise de décision, l'éducation, la protection sociale, l'économie, les centres femmes, et les infrastructures. La coalition est en train de travailler car l'AGENDA entre également dans l'agenda institutionnel et gouvernemental.



## ALBANIE

HAPA TE LEHTE - Centre femmes

## AFGHANISTAN

AHRAM - Soutien et protection des défenseurs des droits humains

## EGYPTE, MAROC, PALESTINE, TUNISIE

MEDNET - Alliance des médias indépendants et de la société civile pour la démocratie

## GHANA

CLOSER GOVERNANCE - Renforcer la planification participative dans la région de l'ouest du Ghana

## ITALIE

ON THE MOVE - La réalité de la libre circulation pour les jeunes citoyens européens – Migrations en temps de crise

## NICARAGUA

CREARE RESILIENZA - Femmes et environnement

## PALESTINE

NABI SAMUEL - Intervention de protection de la population de Nabi Samuel à risque de déplacement

WORKERS' RIGHTS, EIDHR - Promouvoir les droits et libertés fondamentaux des travailleurs palestiniens, hommes et femmes

CHILDREN UNITS - Unité mobile pour l'assistance aux enfants OG

INCOME EDGE - Amélioration des revenus et des conditions de vie pour petits producteurs dans la Bande de Gaza

## SÉNÉGAL

TERRA E DIRITTI - Droits fonciers et opportunités égales au Sénégal

DONNE, TERRA E DIRITTI - Promotion du rôle des femmes pour la valorisation des produits locaux et de l'agriculture familiale dans la région de Fatick au Sénégal

AFNUT - Les femmes et leur rôle dans l'alimentation

C GENIAL - Citoyens de Guédiawaye pour le développement local

## SWAZILAND

CAPACITY BUILDING - Favoriser la communication et la coopération entre les organisations de la société civile pour en améliorer l'impact

CCS - Community card score

## TUNISIE

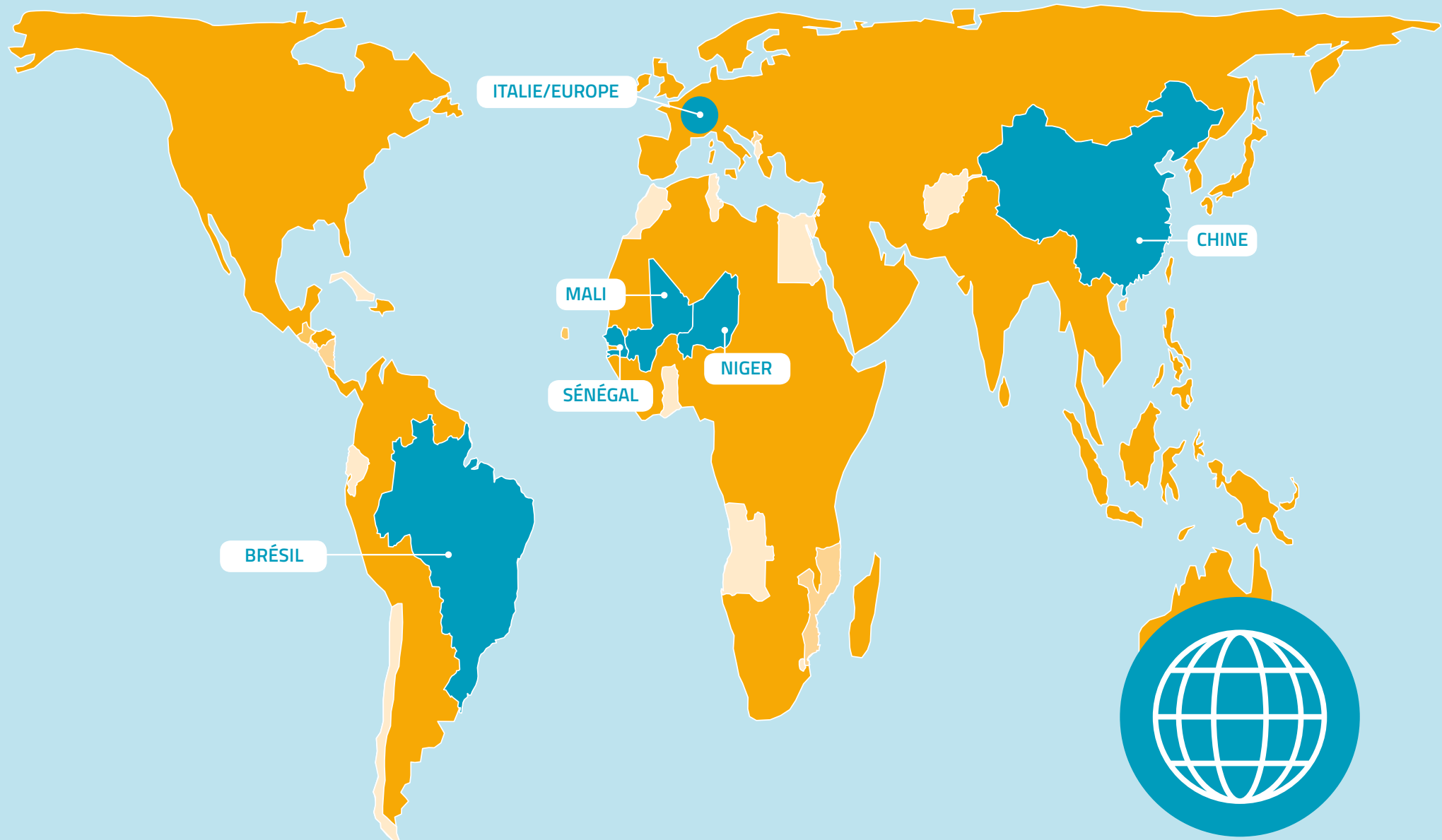
SANITARIO RT KASSERINE - Support au système socio-sanitaire du Gouvernorat de Kasserine

SANI - Pour une meilleure efficacité des programmes de santé maternelle et infantile en Tunisie à travers une stratégie de développement qui implique un système socio-sanitaire tunisien et italien

RETE PER LA SALUTE - Soutien au réseau des services de santé primaire en Tunisie et dans les territoires palestiniens



# Droits des citoyens et société plurielle



## BRÉSIL

## TERRA DE DEREITOS

*Défense et protection des droits politiques et civiques des communautés des afro-descendants quilombas dans Recôncavo Baiano*

Le Brésil a connu, dans les dernières années, une croissance importante, qui a amélioré les conditions de vie d'une tranche de la population considéré avant comme indigène, en même temps qu'elle confirme l'inégalité de distribution de la richesse économique et du pouvoir décisionnel. Terre et ressources naturelles sont des éléments de disputes dans cette asymétrie de forces qui détermine le modèle de développement et l'occupation du territoire. La formation des communautés quilombolas représente un axe de la résistance des afro-descendants au régime de l'esclavage, quand celui-ci était une pratique légale : une communauté quilombola est un groupe qui s'auto-définit à partir de son ancestralité, son organisation et action politiques, sa relation avec la terre et le territoire, ses pratiques socio-culturelles. Dans le territoire Quilombola Bacia et Vale do Iguape (Etat de Bahia), lieu de réalisation du projet, les communautés vivent en harmonie avec la nature en valorisant leurs traditions culturelles ancestrales à travers le modèle de l'économie solidaire. Le projet a pour objectif de contribuer à rendre effectifs les droits politiques et civiques des communautés quilombolas à travers des instruments d'action et de capacité pour améliorer leur impact et influence sur la construction des politiques publiques, étant donné que, jusqu'à aujourd'hui, les communautés



ont un indice de développement humain bas, sont en conflit à cause de l'occupation des territoires - principalement pour l'installation de grandes entreprises et la résistance des ex-proPRIÉTAIRES terriens - et souffrent d'un racisme institutionnel et social présent au Brésil, un pays où la population est majoritairement afro-brésilienne.

EUROPE  
BRICKS

*Construire le respect sur internet et combattre le hate speech en ligne*

Aujourd'hui internet est le principal mode de communication et d'information, ce qui fait émerger le besoin d'un meilleur contrôle et d'une sensibilisation à cet égard. Le projet se concentre sur la lutte contre le racisme et la discrimination en Europe sur internet. Le projet propose de combattre la diffusion des discours d'incitation à la haine contre les migrants et les minorités (ce qui se définit comme hate speech), à travers l'alphabétisation médiatique et l'implication active d'utilisateurs du web et des producteurs de contenus sur le web. Une recherche a été produite dans le cadre du projet : "Hate speech, la haine n'est pas une opinion" et quelques modules didactiques pour les écoles supérieures. La recherche a duré 6 mois, a impliqué 4 directeurs et chefs de rédaction (Fan Page, Il Tirreno, l'Espresso, Il Post) ; 3 employés chargés de community management (Il Fatto Quotidiano, Repubblica, La Stampa), 3 ex-



perts de stratégie des réseaux sociaux, 3 bloggeurs de titres nationaux, 2 représentants d'associations actives dans le secteur des médias et de l'immigration (ANSI et Carta di Roma), 2 organismes publics de protection (Oscad – Osservatorio per la sicurezza contro gli atti discriminatori e Unar – Ufficio Nazionale Antidiscriminazioni Razziali).

## EUROPE

## MEDIA AGAINST HATE

A la lumière du rôle de premier plan que jouent les médias dans la lutte contre les mythes, stéréotypes et hate speech, dès octobre 2016 COSPE promeut en Italie le projet européen Media Against Hate, dont le chef de file est la European Federation of Journalists (EFJ) et dont le partenariat est composé de Community Media Forum Europe (CMFE), ARTICLE 19, Media Diversity Institute (MDI), Croatian Journalists' Association (CJA) et Community Media Institute (COMMIT).

La campagne vise à combattre le racisme, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance à travers le renforcement des standards journalistiques sur les thèmes sensibles, l'échange de bonnes pratiques entre professionnels du secteur des médias, l'analyse juridique et des ateliers de formation destinés aux journalistes et militants de la société civile. L'objectif du projet est de rendre la société en mesure de lutter contre la diffusion de la haine en ligne et la sensibilisation de relations justes entre liberté d'expression d'une part et le respect du principe de non-discrimination et l'égalité de l'autre.

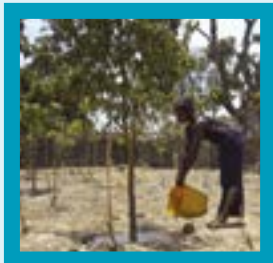


## MALI, SÉNÉGAL ET NIGER TERRE ET PAIX

*Soutien à l'emploi des jeunes et à l'accès à la terre comme prévention des conflits au Sénégal*

Dans le Sahel les jeunes des zones rurales et périphériques ne sont pas impliqués dans les politiques et se sentent, en conséquence, isolés et frustrés. Les événements des dernières années au Mali, et la rébellion à Casamance au Sénégal en témoignent. Aux conflits en cours s'ajoutent les routes migratoires (qui passent de plus en plus par le Sahel à travers le Niger, désormais devenu la frontière sud de l'Europe, à cause des accords récents avec l'UE), les migrations des jeunes, qui partent de cette zone de manière massive vers l'Europe, et le risque de 'radicalisation' et enrôlement dans les files de certains groupes djihadistes. La motivation plus forte pour entrer dans ces groupes fondamentalistes reste économique. Créer une alternative économique est donc fondamental comme stratégie de prévention des conflits, de la migration de masse et de stabilisation de la paix.

Notre projet, en outre, sert à suivre les effets des accords européens sur les migrants et les dynamiques des nouvelles routes, qui procureront sûrement de nouvelles souffrances et violations des droits avant pour les groupes les plus vulnérables, femmes et mineurs non-accompagnés.



## CHINE

MINORANZE AL CENTRO - Empowerment des femmes appartenant à la minorité ethnique dans cinq provinces chinoises

## ITALIE

INTER MEDIA - Actions de système pour le développement de la communication interculturelle en Emilia Romagna – 2

UN SOLO MONDO, UN SOLO FUTURO - Eduquer à la citoyenneté mondiale à l'école

SCAMBIANDO S'IMPARA - Jumelage entre écoles toscanes et chinoises

EXPERIENCE CRIME - Augmenter la capacité des forces de l'ordre pour affronter la criminalité raciste, les crimes de haine et la criminalité homophobe à travers des expériences d'apprentissage

NO HATE SPEECH - Medias européens contre le hate speech

PER\_CORSI - Parcours d'intégration sociolinguistique pour les demandeurs d'asile et réfugiés

# Les campagnes

## People4Soil

People4Soil est une initiative des Citoyens Européens (ICE) soutenue par près de 500 associations qui demandent à l'UE des normes spécifiques pour protéger le sol, bien essentiel à la vie au même titre que l'eau et l'air. En septembre 2016 une pétition européenne a été lancée pour reconnaître le sol comme un patrimoine commun et pour créer une protection juridique contre les principales menaces au sol : érosion, perte de biodiversité et pollution.

[www.people4soil.eu](http://www.people4soil.eu)



## Le guardiane della terra



La santé des femmes est le futur de la Terre. Ceci est au centre de la campagne "Guardiane della terra" (les gardiens de la terre) lancée en septembre dernier par le Coordinamento Donne Salute Ambiente, un réseau qui réunit 50 organisations actives dans la protection de

l'environnement et de la santé, avec une référence particulière à la dimension de genre. L'objectif de la campagne est de demander la prévention primaire, la protection du territoire et l'implication des citoyens dans les décisions relatives aux politiques environnementales comme axe principal des politiques publiques en matière environnementale et sanitaire.

Info: [guardianedellaterra.jimdo.com](http://guardianedellaterra.jimdo.com)

## Non una di meno



Née en Argentine en 2015, "Ni una menos" est une campagne qui unit des activistes, des journalistes et des milliers de personnes qui veulent dire "basta" au féminicide et aux diverses formes de violences contre les femmes et exiger un changement politique et social. En Italie, "Non una di meno" arrive juste après avec les mêmes intentions, et de nombreuses initiatives ont depuis vu le jour : de la célébration de la journée du 25 novembre à la grève du "Lottomarzo".

Info: [nonunadimeno.wordpress.com](http://nonunadimeno.wordpress.com)

## In difesa di



Est né en Italie "In Difesa Di – per i diritti umani e chi li difende" (En défense de – pour les droits de l'homme et qui les défend) : une coalition de 30 organisations, associations, ONG actives sur les thèmes des droits humains et civiques.

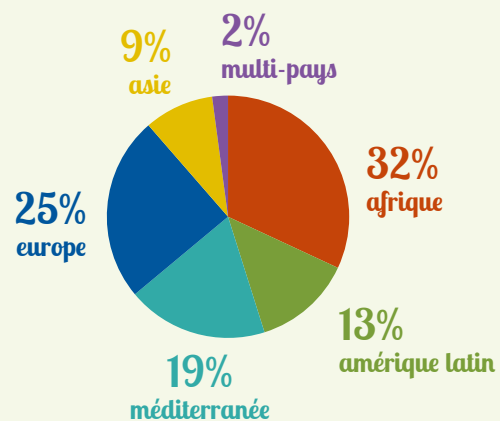
Un réseau né pour promouvoir des campagnes et des actions autour de la protection de ceux qui défendent les droits humains, pour sensibiliser l'opinion publique sur ces thématiques, et pour demander aux institutions italiennes (Gouvernement, Parlement, et autorités locales) de s'impliquer pour développer des instruments et mécanismes de protection pour les défenseurs/défenseuses des droits humains. Le réseau a obtenu d'importants résultats : en novembre 2016 une convention internationale a été organisée à la Chambre des Députés avec les défenseurs et défenseuses d'Iraq, d'Afghanistan, de Syrie, d'Inde et de Mauritanie.

Le 31 janvier 2017 la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre a approuvé une résolution qui engage le Gouvernement et le Ministère des Affaires Etrangères à renforcer leur propre implication dans la protection des défenseurs des droits humains.

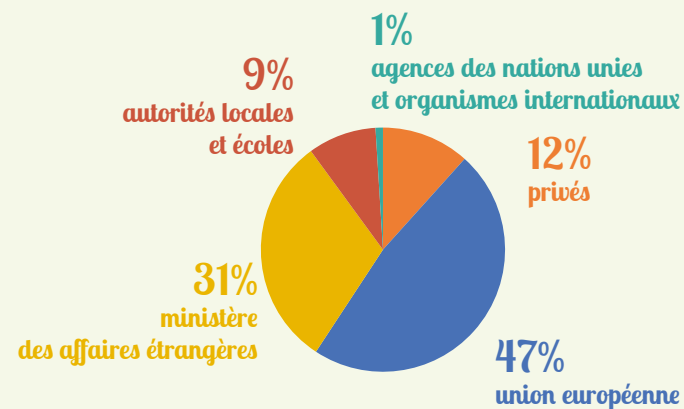
[www.indifesadi.org](http://www.indifesadi.org)

# Origines et destination des fonds

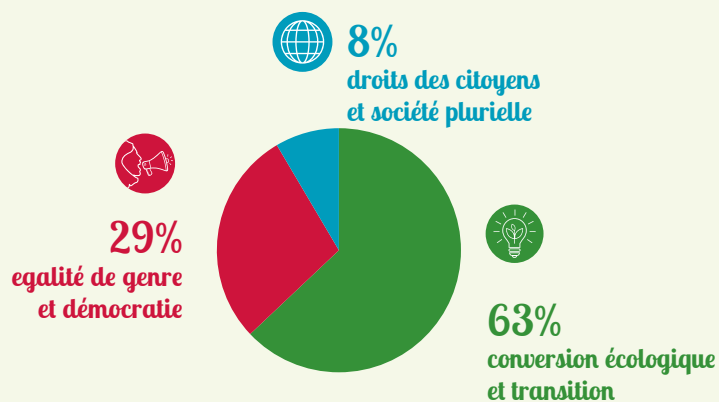
Fonds utilisés pour zone géographique / tot €9.207.000



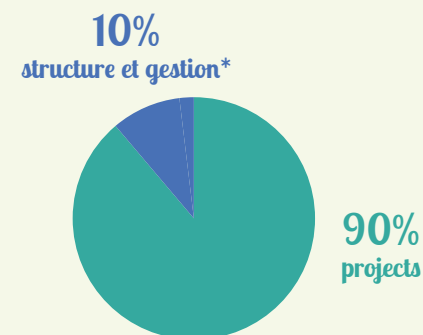
Prêteurs



Fonds utilisés pour thèmes / tot €9.207.000



Utilisation des fonds



\*Les dépenses totales pour les activités de collecte de fonds s'élèvent à €18.614



# États financiers annuels

## Bilan

ACTIF	MONTANTS EN €	2016	2015
IMMOBILISATIONS	TOTAL	981.176	378.048
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL	104.350	92.874
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	TOTAL	854.834	265.298
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	TOTAL	19.213	19.876
CIRCUITS ACTIFS	TOTAL	6.387.243	7.713.316
CREDITS	TOTAL	4.674.964	4.411.970
DISPONIBILITÉ LIQUIDE	TOTAL	1.712.279	3.301.346
RISQUE ET RISQUE ACTIF		15.044	27.661
	TOTAL ACTIF	7.383.464	8.119.026
PASSIF			
PATRIMOINE LIBRE	TOTAL	716.784	122.450
TRAITEMENTS DE DÉCLARATION FINALE	TOTAL	200.937	183.672
DETTES	TOTAL	6.286.111	7.656.179
TAUX DE PAIEMENT ET PAIEMENTS	TOTAL		156.728
	TOTAL PASSIF	179.635	8.119.026
COMPTES D'ORDRE (contribution bénévole aux projets)		969.536	766.887

## Déclaration de gestion

COMPTE RENDU DE GESTION	montants en €	2016	2015
REVENUS POUR LES PROJETS	TOTAL	8.905.348	9.524.320
COÛTS DES PROJETS	TOTAL	7.971.168	8.735.987
DIFFÉRENCE ENTRE VALEUR ET COÛTS DE GESTION	TOTAL	934.180	788.333
RÉSULTAT FINANCIER ET CHARGES	TOTAL	-14.275	-49.903
RÉSULTAT ET CHARGES EXTRAORDINAIRES	TOTAL	18.685	644
CHARGES D'APPUI GÉNÉRALES	TOTAL	922.349	717.125
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	TOTAL	16.241	21.969
taxes d'exploitation		-26.799	-18.915
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		- 10.558	3.054

## Comment nous soutenir

### FAIRE UNE DONATION PAR

**REMENT BANCAIRE :** IBAN IT12 P050 1802 8000 0000 0007 876

**CARTE DE CRÉDIT :** sul nostro sito [www.cospe.org](http://www.cospe.org)

#### SIÈGE NATIONAL

via Slataper, 10  
50134 - FIRENZE  
T +39 055 473556  
F +39 055 472806  
[info@cospe.org](mailto:info@cospe.org)

#### EMILIA ROMAGNA

via Lombardia, 36  
40139 - BOLOGNA  
T +39 051 546600  
F +39 051 547188  
[emiliaromagna@cospe.org](mailto:emiliaromagna@cospe.org)

#### LIGURIA

(c/o Legambiente Liguria)  
via Caffa, 3/5B  
16129 - Genova  
T +39 329 4878724  
[liguria@cospe.org](mailto:liguria@cospe.org)

#### MARCHE

viale della Vittoria, 127  
61121 - PESARO  
T/F +39 0721 30600  
[marche@cospe.org](mailto:marche@cospe.org)

#### VENETO

via Citolo da Perugia, 35  
35137 - PADOVA  
T +39 3357490329  
[veneto@cospe.org](mailto:veneto@cospe.org)

